

Conseiller spécial de la GRC

M. Marcel Cadieux a été nommé au poste de conseiller spécial du commissaire de la Gendarmerie royale, M. Robert Simmonds, et du directeur général du Service de sécurité.

Après avoir été sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures de 1964 à 1970 et ambassadeur du Canada aux États-Unis de 1970 à 1975, M. Cadieux a assumé les fonctions d'ambassadeur du Canada près la Communauté économique européenne.

Dans ses nouvelles fonctions, M. Cadieux sera appelé à donner des conseils sur les problèmes de sécurité au niveau national et international.

M. Cadieux a été nommé pour une période indéterminée mais sera probablement appelé à exercer ses fonctions pendant un an ou deux.

Un Canadien à l'OCDE

M. Jim MacNeill, originaire de Sturgis (Saskatchewan), a été nommé à la tête de la direction de l'Environnement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à Paris. La Direction est chargée des travaux de l'OCDE sur l'environnement, les affaires urbaines et les produits chimiques toxiques. Elle travaille de concert avec le Comité de l'environnement de l'OCDE, composé de représentants des ministères de l'environnement des 24 pays membres.

M. MacNeill est l'ex-secrétaire du département d'État chargé des Affaires urbaines, à Ottawa, et a été commissaire général d'*Habitat*, Conférence des Nations Unies sur les établissements humains, tenue à Vancouver en 1976.

Lorsqu'il s'est joint au département d'État chargé des Affaires urbaines, en 1971, M. MacNeill avait déjà été directeur général des Affaires intergouvernementales pour le compte du ministère de l'Environnement où il fut responsable des préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, tenue en 1972 à Stockholm. Il est l'auteur d'*Environmental Management*.

Avant d'entrer au service du gouvernement fédéral en 1965, M. MacNeill était vice-président et directeur exécutif de la Saskatchewan Water Resources Commission à Regina.

M. MacNeill a pris ses nouvelles fonctions le 4 septembre.

Première visite d'un gouverneur général dans l'Est de l'Arctique



M.M. Bernard

Tout au long d'une tournée de cinq jours dans l'Est de l'Arctique canadien qui s'est terminée le 25 août à fort Chimo, le gouverneur général et Mme Jules Léger ont accepté avec philosophie et bonne humeur certains inconvénients tels que les moustiques, le temps frais et les longues marches sur des terrains déserts et rocaillieux. Partout où elles sont passées, Leurs Excellences ont été accueillies avec empressement et ont reçu de nombreux cadeaux de la part des Inuit et des Cris. C'était la première fois qu'un gouverneur général visitait l'Est de l'Arctique. (M. et Mme Léger avait cependant déjà visité l'Ouest il y a quelques années.) Au cours du voyage, le gouverneur général a conseillé aux Canadiens de regarder avec optimisme l'avenir de leur pays. "J'ai visité tout le Canada, a-t-il dit au cours d'une interview, et je crois que ce qui m'a frappé le plus est la bonne santé de notre pays".

Sur la photo, M. Jules Léger écoute un habitant d'Ilkalu Lodge, dans le Nord du Québec.

Utilité d'un service de conseillers familiaux au sein de la police

Le solliciteur général, M. Jean-Jacques Blais, a annoncé le 25 août la conclusion d'un contrat de \$107 395 passé avec l'Université Western Ontario. Cette somme servira à faire une étude sur l'efficacité du Service de conseillers familiaux de la police de London, ville de l'Ontario.

Le Service a pour objectifs principaux de prévenir les problèmes sociaux et émotionnels et de réduire le nombre de personnes susceptibles d'avoir des démêlés avec la police, grâce à une détection et une intervention précoces, ainsi qu'en adressant ces personnes à des organismes compétents.

De plus, le service de conseillers familiaux aidera semble-t-il à réduire les coûts par une utilisation plus judicieuse des ressources policières et une meilleure coordination entre les organismes sociaux et les organismes responsables des services de santé, ainsi qu'en abaissant la fréquence des comparutions devant le tribunal et en contribuant à assurer la sécurité personnelle des policiers, des personnes en conflit de même que celle du public.

Décès du juge Cliche

Le juge Robert Cliche est décédé, le 5 septembre, victime d'un arrêt cardiaque alors qu'il était dans son bureau de la Cour provinciale.

M. Cliche s'était illustré dans une double carrière: en politique d'abord, sous les couleurs de l'aile québécoise du Nouveau parti démocratique, puis dans la magistrature, qui l'a amené à présider en 1973 et 1974 la commission d'enquête sur l'exercice de la liberté syndicale dans l'industrie de la construction, mieux connue sous le nom d'enquête Cliche.

Il avait présidé en 1978 l'Année du français, dont le thème était: "Le français, je le parle par coeur".

Au printemps dernier, il avait été opéré à la suite d'un infarctus et sa convalescence semblait se passer très bien.

M. Cliche était né en 1920 à Saint-Joseph-de-Beauce. Il alla à l'école primaire dans cette localité puis poursuivit ses études au séminaire de Québec et au collège de Lévis. Il devint avocat en 1946.

Fier de ses origines beauceronnes, M. Cliche a effectué des recherches sur la petite histoire et l'ethnologie en Beauce.